

Déclaration adressée à la procureure générale et ministre de la Justice du Canada

La Journée mondiale du sida 2018

La Journée mondiale du sida, 1er décembre, approche à grands pas et le Gouvernement du Canada n'a encore fait aucun acte concret pour mettre fin au recours excessif au droit criminel à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/sida.

Le 1er décembre 2016, une déclaration publique de la ministre fédérale de la Justice, à l'occasion de la Journée mondiale du sida, reconnaissait la nécessité de limiter la « criminalisation disproportionnée de la non-divulgence de la séropositivité » [pour le VIH] au Canada. Puis lors de la Journée mondiale du sida de 2017, elle a rendu public le rapport de Justice Canada sur la Réponse du système de justice pénale à la non-divulgence de la séropositivité. Celui-ci renferme plusieurs conclusions importantes qui soulignent la nécessité de limiter grandement le recours actuel du Canada au droit criminel.

Nous avons fait un accueil favorable à cette reconnaissance de ce problème persistant, par la ministre, de même qu'à plusieurs des conclusions du rapport. La communauté du VIH a discuté avec Justice Canada des étapes nécessaires afin de répondre à ces conclusions et de mettre fin au recours excessif, non scientifique et injuste au droit criminel à l'encontre des personnes vivant avec le VIH.

Toutefois, près d'un an plus tard, des personnes vivant avec le VIH au Canada sont encore ciblées par des poursuites pénales et l'incarcération, pour des allégations de non-divulgence de leur séropositivité au VIH à des partenaires sexuels

dans des circonstances où le risque de transmission était minime, voire nul; ceci est contraire aux meilleures données scientifiques d'aujourd'hui. Il n'y a eu **aucun progrès pour appliquer les recommandations du rapport même de Justice Canada.**

L'an dernier, la Coalition canadienne pour réformer la criminalisation du VIH (CCRCV) [a publié une Déclaration de consensus communautaire nationale pour cesser la criminalisation injuste du VIH](#). Appuyée par plus de 160 organismes communautaires du domaine du VIH et autres, des quatre coins du Canada, cette déclaration présente un clair consensus de la société civile, entourant des mesures spécifiques que le gouvernement fédéral et ceux des provinces doivent adopter afin de mettre fin au mésusage du droit criminel. Ce consensus communautaire inclut :

1. Un appel à l'action afin que la procureure générale du Canada et ses homologues des provinces et territoires développent de judicieuses lignes directrices en matière de poursuites afin d'éviter les poursuites injustes concernant le VIH; et
2. Un appel à réformer le Code criminel afin de limiter le recours injuste au droit criminel contre les personnes vivant avec le VIH, y compris en soustrayant la non-divulgence du VIH de l'application des lois sur l'agression sexuelle (y compris de la désignation actuellement obligatoire comme délinquant sexuel en cas de verdict de culpabilité).

Si ces recommandations ne sont pas transposées dans la pratique, l'approche du Canada à la criminalisation du VIH demeurera non scientifique et injuste, ce qui est néfaste à la santé publique.

Nous exhortons la procureure générale et ministre de la Justice du Canada, en consultation avec les personnes vivant avec le VIH, organismes en VIH, fournisseurs de services et experts scientifiques, à respecter son engagement concernant la nécessité de limiter le recours injuste au droit criminel à l'encontre des personnes vivant avec le VIH au Canada.

Signataires :

à deux mains/Head and Hands

ACCKWA

ACCM

ACT

Action Canada for Sexual Health and Rights

Action Positive VIH/Sida

AIDS ACTION NOW!

AIDS Coalition of Nova Scotia

AIDS Committee Newfoundland & Labrador

AIDS Committee of Durham Region

AIDS Committee of Ottawa

Alberta Community Council on HIV

ARCH Disability Law Centre

Asian Community AIDS Services (ACAS)

ASTTeQ

Atlantic Interdisciplinary Research Network on
Social and Behavioural Issues in Hepatitis C and
HIV (AIRN)

AVI

BLITSS

Boys R Us

Brian A. Yuen Law Corporation

Butterfly (Asian and Migrant Sex Workers Support
Network)

CAAN

CANAC/ACIIS

Canadian AIDS Society

Canadian Association of Social Workers

Canadian Drug Policy Coalition

Canadian Hemophilia Society

Canadian HIV/AIDS Legal Network

Canadian Treatment Action Council

CAPAHC

CATIE

Centre for Gender and Sexual Health Equity

Centre Sida Amitié

COCQ-SIDA

Committee for Accessible AIDS Treatment

Criminalization and Punishment Education Project

CSCVanier—Clinique juridique francophone
d'Ottawa

Dopamine

Drug Consumer Advocacy

Ethiopian Community Association in GTA &
Surrounding Regions

GAP-VIES

GEIPSI

Hamilton Community Legal Clinic

HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)

HIV/AIDS Regional Services (HARS)

HIV/AIDS Resources and Community Health

HIV Prevention Lab

IAVGO Community Legal Clinic

Interagency Coalition on AIDS and Development
(ICAD)

Ka Ni Kanichihk

L'Anonyme

Lake Country Community Legal Clinic

Latinos Positivos Toronto

Living Positive through Positive Living Society of
Alberta

Maison d'Hérelle

Maison Plein Coeur

Maison Re-Né inc.

Médecins du Monde

Muskoka Parry Sound Sexual Assault Services

Nine Circles Community Health Centre

Northern Healthy Connections Society

NS Advisory Commission on AIDS

Ontario Coalition of Rape Crisis Centres (OCRCC)

Options HIV West Yellowhead

Outreach Social Care Project

OUTSaskatoon

PACE Society

PAN

Parkdale Queen West Community Health Centre

PARN, Your Community AIDS Resource Network

PASAN

PEERS Alliance

Peterborough Community Legal Centre

PHS Community Services Society
Portail VIH/sida du Québec Positive Living BC
Positive Living Niagara Queer Ontario
Realize
REL8 Okanagan
RéZO Santé
SACHA, Sexual Assault Centre (Hamilton and Area)
Safe Harbour Outreach Project
Sandy Hill Community Health Centre
SAVIS of Halton
Sidalys
South Riverdale Community Health Centre
Stella, l'amie de Maimie
SWAN Vancouver Society
The AIDS Network
The Canadian Centre for Gender and Sexual Diversity
The Gilbert Centre
The Teresa Group
Toronto HIV/AIDS Network
Toronto People With AIDS Foundation
Toronto's Harm Reduction Alliance
Turning Point Society
Uzima Women Relief Group International
Vancouver Island PWA Society (VPWAS)
WellFort Community Health Services
Women and HIV/AIDS Initiative (WHA1)
YouthCO HIV & Hep C Society

À propos de la Coalition canadienne pour réformer la criminalisation du VIH

La Coalition canadienne pour réformer la criminalisation du VIH (CCRCV) est une coalition nationale de personnes vivant avec le VIH, d'organismes communautaires, d'avocats, de chercheurs et d'autres intéressés. Elle a été formée en octobre 2016 afin de réformer progressivement les pratiques et les lois criminelles et de santé publique injustes et discriminatoires qui criminalisent et réglementent les personnes vivant avec le VIH, en lien avec l'exposition au VIH, la transmission de celui-ci et sa non-divulgence, au Canada. Dans le cadre du développement de la Déclaration de consensus communautaire pour la Journée mondiale du sida de 2017, la CCRCV a réalisé une consultation bilingue à l'échelle du pays, en ligne et par le biais d'ateliers en personne, joignant des personnes vivant avec le VIH, des organismes communautaires et des fournisseurs de services participant à la réponse au VIH, de même que des experts scientifiques et juridiques. Le but de la consultation était de déterminer quelles mesures appropriées devraient être entreprises par le gouvernement fédéral et ceux des provinces et territoires afin de mettre fin aux poursuites criminelles injustifiées et néfastes visant des personnes vivant avec le VIH.

**Coalition
canadienne
pour réformer
la criminalisation
du VIH
(CCRCV)**